

PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FINANCES

Service de l'Environnement et du Cadre de Vie

Affaire suivie par M^{me} GAILLARD

MG/CG - ☎. 02.32.76.53.98

Rappeler impérativement les références ci-dessus

Télécopie (02) 32 76 54 60

Dossier n° 9600395

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL
D'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION
ROUENNAISE (SIAAR)**

LE PETIT QUEVILLY

ROUEN, le

- ARRÊTÉ -

LE PRÉFET,

DE LA RÉGION DE HAUTE-NORMANDIE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

VU :

La loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 précitée,

Les différents arrêtés préfectoraux et récépissés autorisant et réglementant les activités exercées par le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Agglomération Rouennaise,

La demande en date du 23 juillet 1996 par laquelle le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMÉRATION ROUENNAISE (SIAAR) dont le siège social est 1083, Route de Neufchâtel à BOISGUILLAUME (76230) a sollicité l'autorisation d'implanter une usine d'incinération de boues produites lors du fonctionnement de la station d'épuration sise Rue de l'Ancienne Mare à PETIT QUEVILLY,

Les plans et autres documents joints à cette demande,

L'arrêté préfectoral du 23 septembre 1996 annonçant l'ouverture d'une enquête publique d'un mois du 28 octobre 1996 au 28 novembre 1996 inclus, sur le projet susvisé, désignant M. Jean DESSE comme commissaire enquêteur et prescrivant l'affichage dudit arrêté aux lieux habituels d'affichage des actes administratifs de la ville de PETIT QUEVILLY ainsi que dans le voisinage des installations projetées, et dans les communes situées dans le rayon d'affichage fixé par la nomenclature des installations classées,

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Préfecture.

Les certificats des maires des communes concernées constatant que cette publicité a été effectuée,

Le procès-verbal de l'enquête,

L'avis du commissaire enquêteur,

L'avis du responsable de la Mission Inter Service de l'Eau,

L'avis du directeur départemental de l'équipement,

L'avis du directeur, chef du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile,

L'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'avis du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

L'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours,

Les délibérations des conseils municipaux de ROUEN, PETIT QUEVILLY et GRAND QUEVILLY,

Le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 avril 1997,

La délibération du conseil départemental d'hygiène en date du 13 mai 1997,

L'arrêté préfectoral du 14 mars 1997 prorogeant jusqu'au 17 septembre 1997 les délais d'instruction de ce dossier,

Les notifications faites au demandeur les 2 mai 1997 et 28 mai 1997,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : Le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMÉRATION ROUENNAISE (SIAAR) dont le siège social est 1083, Route de Neufchâtel à BOISGUILLAUME (76230) est autorisé à exploiter une installation de traitement par incinération des boues produites lors du fonctionnement de la station d'épuration du SIAAR ainsi que les unités de production d'air des bassins d'aération.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions d'exploitation ci-annexées.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté ne préjudicie en rien aux dispositions du code de l'urbanisme. Dans l'hypothèse où un permis de construire est nécessaire, son instruction doit faire l'objet d'une demande distincte.

ARTICLE 5 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, de l'inspection des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 6 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article 23 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée pendant deux années consécutives.

ARTICLE 7 : Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article 34.1 du décret précité du 21 septembre 1977 modifié, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 8 : Conformément à l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 9 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de PETIT QUEVILLY, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de PETIT QUEVILLY.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Pour ampliation
L'Adjoint au Chef de Service

ROUEN, le 24 JUIN 1997

LE PREFET,

Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général,

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral
en date du

Syndicat Intercommunal d'Assainissement de
l'Agglomération Rouennaise (SIARR)

INSTALLATION DE TRAITEMENT DES BOUES PAR
INCINERATION et INSTALLATION DE PRODUCTION D'AIR
PROCEDE

ADRESSE DES INSTALLATIONS VISEES PAR LE PRESENT

ARRETE :

Station d'Epuration Emeraude
Petit Quevilly

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : 24 JUIN 1997

ROUEN, le : 24 JUIN 1997
LE PREFET,

Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général,

1. OBJET

1.1. Installations autorisées

Jean-Loup DRUBIGNY

L'autorisation d'exploiter, sous réserve des dispositions du présent arrêté, sur le territoire de la commune de Petit Quevilly, vaut pour les installations désignées dans le tableau ci-dessous, incluses dans le périmètre de l'établissement visé en entête.

1.2 Liste des installations :

NATURE DES INSTALLATIONS, DES SUBSTANCES ET DES ACTIVITES	<u>DESCRIPTI ON DES INSTALLAT IONS, DES SUBSTANCE S ET DES ACTIVITES</u>	NUMERO de NOMENCLATURE	REGIME A OU D
Combustion Les produits consommés seuls ou en mélange sont exclusivement du fioul domestique ou du gaz naturel. La puissance thermique maximale de l'installation (quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde) est comprise entre 2 et 20 MW.	10.8 MW	2910 A (ex153 bis)	D
Dépôts de liquides inflammable représentant une capacité nominale totale supérieure à 10m3 mais inférieure ou égale à 100m3	50m3 (entre rés)	253/1430	D
Incinération de boues urbaines assimilées aux résidus urbains	2 fours à lit fluidisé	322 B4	A

Installation de réfrigération ou de compression fonctionnant à des pressions manométriques supérieurs à 1 bar d'une puissance absorbée supérieure à 500KW pour des fluides non inflammables et non toxiques	2400 KW	2920 (ex 361)	A
--	---------	---------------	---

1.3 Taxe Unique

L'établissement est assujetti au recouvrement de la taxe unique, en application du décret N° 73-361 du 23 Mars 1973 modifié.

2. CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION

2.1. Conformité au dossier et modifications

Les installations objet du présent arrêté seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et documents du dossier de demande d'autorisation non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée par le demandeur, à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation accompagnés de l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

2.2. Déclaration des incidents et accidents

Les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 devront être déclarés dans les meilleurs délais à l'Inspection

des Installations Classées conformément aux dispositions de l'article 38 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

2.3. Prévention des dangers et nuisances

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté devra être immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

2.4. Conditions générales de l'Arrêté Préfectoral

L'autorisation d'exploiter est accordée sous réserve des dispositions du présent arrêté.

2.5. Réglementation générale - Arrêtés ministériels

Les dispositions des textes ci-dessous, sont notamment applicables de façon générale à toutes les installations et à l'ensemble de l'établissement (elles ne font pas obstacle à l'application des dispositions particulières prévues aux titres suivants) :

- * Arrêté et circulaire du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées.
- * Circulaire et instruction du 17 avril 1975 relatives aux réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables.
- * Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.
- * Arrêté et circulaire du 20 août 1985 relatifs aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées.
- * Circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.
- * Arrêté du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction de rejet dans les eaux souterraines.
- * Arrêté du 25 janvier 1991 relatif aux installations d'incinérations de résidus urbains
- * Circulaire et instruction du 6 juin 1953 relatives au rejet des eaux résiduaires par les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, en application de la loi du 19 décembre 1917;
- * Circulaire du 28 octobre 1982 relative aux pollutions accidentelles;

* Circulaire du 28 mars 1988 relative à la connaissance des rejets importants dans l'eau et dans l'air par le moyen de l'autosurveillance;

* Circulaire du 10 janvier 1996 relative aux résidus de l'incinération des déchets ménagers et assimilés dans des fours à lits fluidisés

* Circulaire du 09 mai 1994 relative à l'élimination des mâchefers d'incinération des résidus urbains

* Circulaire du 07 juin 1995 relative à la méthodologie d'échantillonnage des mâchefers

2.6 Installations d'élimination de déchets

L'exploitant est autorisée à éliminer par incinération des boues issues des traitements primaires et biologiques de la station d'épuration du SIARR à raison de 45000 Tonnes de boues humides par an ou des boues de station d'épuration urbaines dont la composition permet de respecter les dispositions du présent arrêté.

Les installations comprennent deux lignes de fours à lit fluidisé parallèles et identiques avec une capacité nominale unitaire d'incinération de 5 T/h.

2.7. Arrêtés types

Les installations relevant des rubriques 2920 (ex 361) et 253/1430 sont aménagées et exploitées conformément aux prescriptions générales édictées dans les arrêtés-types correspondants, sauf dispositions contraires reprises dans le présent arrêté.

2.8 Insertion dans le paysage

L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

3. PRÉVENTION DES POLLUTIONS

3.1 PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

3.1.1 Prévention des pollutions accidentelles

L'ensemble des installations doit être conçu, réalisé, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir de déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes pour l'environnement vers les égouts ou le milieu naturel.

3.1.2 Consignes en cas d'arrêt d'installation

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à garantir en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Les consignes doivent prendre en compte les risques liés aux capacités mobiles.

3.1.3 Consignes en cas de pollution

L'exploitant doit établir une consigne définissant la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle.

3.1.4 Postes de chargement et de déchargement

Les aires de chargement et de déchargement des véhicules citernes et des véhicules transportant des capacités mobiles dont le contenu est susceptible de présenter un risque de pollution doivent être équipées de rétentions conformes au paragraphe 3.1.6.

3.1.5 Canalisations - Transport des produits

Les canalisations de transport de fluides dangereux, polluants ou toxiques et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

Elles sont installées et exploitées de manière à éviter tout risque de pollution accidentelle.

Les canalisations de transport de fluides dangereux, toxiques ou polluants doivent être non enterrées.

Leur cheminement doit être consigné sur un plan tenu à jour et elles doivent être repérées in situ conformément aux règles en vigueur.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des contenants (arrimage des fûts ...).

Toutes dispositions sont prises pour préserver l'intégrité

des canalisations vis à vis des chocs et contraintes mécaniques diverses.

3.1.6 Stockages

Cette disposition n'est pas applicable aux capacités de traitement des eaux résiduaires.

Tout récipient susceptible de contenir des produits liquides polluants doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient,
- 50 % de la capacité globale des récipients associés.

Pour les stockages en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, le volume de rétention doit être au moins égal à :

- dans le cas de liquides inflammables (sauf les lubrifiants) à 50 % de la capacité totale des fûts.

- dans les autres cas : 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 600 litres ou à la capacité totale si celle-ci est inférieure à 600 litres.

L'exploitant doit veiller à ce que les volumes potentiels de rétention soient disponibles en permanence. A cet effet les eaux pluviales doivent être évacuées conformément au paragraphe 3.1.9.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Le dispositif d'obturation équipant la cuvette de rétention doit présenter ces mêmes caractéristiques et être maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas de déversement dans la cuvette de rétention ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme des déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que tout produit, toxique, corrosif ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, dans les conditions énoncées ci-dessus.

La manipulation de produits dangereux ou polluants, solides,

liquides ou liquéfiés doit être effectuée sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

3.1.7 Prélèvements et consommation d'eau

3.1.7.1 Limitation d'eau

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau au strict minimum.

3.1.7.1.1 Eaux de refroidissement

Les eaux de refroidissement doivent être recyclées. //

3.1.7.2 Alimentation

L'alimentation en eau à partir du circuit eau potable de la station d'épuration doit être munie d'un disconnecteur empêchant tout retour d'eau polluée dans le réseau d'alimentation.

3.1.8 Eaux usées

Les eaux usées générées par l'installation sont envoyées dans la Station d'Épuration du SIARR. Ils sont constitués des eaux issues des lavages des sols et du traitement des purges du lavage humide.

Ces effluents ne doivent pas altérer le fonctionnement de la Station d'Épuration du SIARR.

3.1.9 Eaux pluviales

Les eaux pluviales sont collectées et rejoignent le réseau d'eau pluviale de la station d'épuration du SIARR.

3.2. PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

3.2.1. Conditions d'incinération

Les boues sont introduites dans les fours d'incinération dans des conditions permettant de respecter un fonctionnement des fours correspondant au domaine de bon fonctionnement du diagramme de fonctionnement des fours figurant dans l'annexe 1 du présent arrêté.

3.2.1.1 Phase normale d'exploitation

Les conditions d'incinération en terme de température, de temps de séjour et de taux d'oxygène doivent être conçues de manière à garantir l'incinération complète des boues et l'oxydation complète des gaz de combustion.

Les gaz provenant de la combustion des boues doivent être portés, même dans les conditions les plus défavorables, d'une façon contrôlée et homogène à une température d'au moins 850°C pendant un temps minimal de 2 secondes en présence d'au moins 6% d'oxygène mesurés dans les conditions réelles et exprimés en gaz secs.

L'exploitant définit, sous sa responsabilité, les paramètres nécessaires pour avoir une incinération optimale des boues respectant notamment les conditions définies dans le présent arrêté. Pour chacun de ces paramètres il définit également un domaine de sûreté comportant un seuil de niveau haut et bas. Ces paramètres doivent faire l'objet de mesure en continu. Le franchissement d'un des seuils de niveau haut ou bas doit déclencher une alarme auprès du personnel concerné qui met en oeuvre les actions correctives permettant de revenir au plus vite dans le domaine de sûreté. La liste de ces paramètres est tenue à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Les résultats des mesures de ces paramètres et les franchissements des seuils ainsi que les actions correctives mises en oeuvre doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Les fours sont équipés de brûleurs et d'injecteurs d'appoint qui doivent entrer en fonction automatiquement dès que la température des gaz de combustion descend en dessous de 850°C.

3.2.1.2 Périodes d'arrêt et de démarrage

Les brûleurs et injecteurs d'appoint doivent aussi être utilisés dans les phases de démarrage et d'arrêt afin d'assurer en permanence la température minimale de 850°C des gaz de combustion pendant les périodes d'arrêt et de démarrage tant que des boues sont présentes dans la chambre de combustion.

Les opérations à effectuer dans les phases de démarrage et d'extinction font l'objet de procédures écrites tenues à la disposition du personnel d'exploitation. Elles comporteront la liste chronologique des opérations successives à effectuer lors des phases d'arrêt et de démarrage pour respecter les dispositions du présent arrêté.

Ces opérations porteront notamment sur:

- alimentation des utilités (eau, air comprimé, combustible)
- alimentation en air de fluidisation
- alimentation en sable des fours
- alimentation en combustible des fours, brûleurs et injecteurs d'appoint
- alimentation en air pour assurer une oxydation complète des gaz de combustion avec un minimum de 6 % d'oxygène
- températures des fours

3.2.2. Captation/Traitement

Des dispositifs de captation et de traitement efficaces des effluents atmosphériques (émissions de gaz, vapeurs, vésicules, particules) sont installés et maintenus en permanence en bon état de fonctionnement.

Ces installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet atmosphérique dans le paragraphe 3.2.5, doivent être conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. L'exploitant définit, sous sa responsabilité, les paramètres nécessaires pour avoir une oxydation complète des gaz de combustion (respectant notamment les conditions définies dans le paragraphe 3.2.1) et un rejet atmosphérique conforme aux valeurs fixées dans le paragraphe 3.2.5 du présent arrêté. Pour chacun de ces paramètres il définit également un domaine de sûreté comportant un seuil de niveau haut et bas. Ces paramètres doivent faire l'objet de mesure en continu. Le franchissement d'un des seuils de niveau haut ou bas doit déclencher une alarme auprès du personnel concerné qui met en oeuvre les actions correctives permettant de revenir au plus vite dans le domaine de sûreté. La liste de ces paramètres est tenue à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Les résultats des mesures et les franchissements des seuils ainsi que les actions correctives mises en oeuvre doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. En cas d'indisponibilité momentanée de ces installations de traitement conduisant à un dépassement des valeurs limites imposées à l'article 3.2.5 du présent arrêté, l'exploitant doit prendre dans les meilleurs délais les dispositions nécessaires pour respecter à nouveau ces valeurs, en réduisant ou en arrêtant si besoin les fours d'incinération.

3.2.3. Évacuation - Diffusion

Les rejets à l'atmosphère sont collectés et évacués par l'intermédiaire de cheminées (à raison d'une cheminée par four) construites de manière à permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits doit être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants.

3.2.4. Cheminée - Dispositif de prélèvement

Afin de faciliter la diffusion des polluants dans l'atmosphère, la cheminée a une hauteur de 35 mètres et devra permettre une vitesse d'éjection minimale de 12 mètres par seconde.

Elle est munie d'un orifice obturable facilement accessible et d'une plate-forme permettant d'effectuer les prélèvements de façon aisée, conformément à la norme NFX 44052.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc ..) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

3.2.5. Rejets

3.2.5.1 Normes d'émission

Les rejets atmosphériques issus de chaque cheminée doivent présenter les caractéristiques maximales suivantes :

- débit des gaz : < 76400 m³/h
- température des gaz : > 150°C
- vitesse d'éjection des gaz : > 12m/s

Paramètres	Concentration (mg/Nm3)
Dioxyde de soufre (SO2)	300 x
Poussières totales	30 x
Acide chlorhydrique (HCl)	50
Composés organiques exprimés en Carbone Organique Total	20

Acide fluorhydrique (HF)	2
Monoxyde de carbone (CO)	100
Pb+Cr+Cu+Mn	5
Ni+As	1
Cd+Hg	0,2

L'exploitant tendra vers un rejet en poussières de 10 mg/Nm³.

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273° Kelvins) et de pression (101,3 kilopascals), après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube normal et sont rapportés à une teneur en oxygène dans les gaz résiduaire de 11 % après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ou à une teneur en dioxyde de carbone dans les gaz résiduaire de 9 % après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

La formation d'un panache visible en sortie des cheminées est limitée au maximum.

3.2.5.2. Surveillance des rejets

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets. Les concentrations et quantités de polluants rejetés à l'atmosphère sont mesurées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions suivantes :

3.2.5.2.1 Mesures et enregistrement en permanence des paramètres suivants:

Les paramètres suivants font l'objet d'une mesure et d'un enregistrement en permanence après traitement des gaz et avant rejet à l'atmosphère.

- température des gaz
- débit des gaz
- concentration en poussières
- concentration en acide chlorhydrique (HCl) non
- concentration en dioxyde de carbone (CO₂)
- concentration en monoxyde de carbone (CO)
- concentration en dioxyde de soufre (SO₂)
- concentration en vapeur d'eau (H₂O)
- concentration en oxygène (O₂)

Les appareils de mesures sont vérifiés et contrôlés aussi souvent que nécessaire (une fois par an minimum).

Un bilan mensuel de l'ensemble des résultats des mesures et relevés mentionnés dans le présent article est transmis à l'Inspection des Installations Classées. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant un an à compter de la date des mesures.

3.2.5.2.2 Campagnes de mesures annuelles

A la mise en service de l'installation, une campagne de mesure complète est effectuée par un organisme compétent et indépendant des paramètres figurant dans le tableau du paragraphe 3.2.5 complétés par la mesure des oxydes d'azote (NOx). Lors de cette campagne il est procédé à la mesure des paramètres permettant de respecter l'article 3.2.1 du présent arrêté (Temps de séjour et température des gaz de combustion notamment). Cette campagne aura lieu dans les conditions d'exploitation les plus défavorables et lors des premières phases d'arrêt et de démarrage des fours. Les résultats de cette campagne est adressé à l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant fait procéder une fois par an à une campagne de mesures ponctuelles par un organisme compétent et indépendant des paramètres figurant dans le tableau du paragraphe 3.2.5. Les résultats des mesures sont transmis à l'Inspection des Installations Classées dans le mois qui suit la réalisation des mesures.

3.2.6. Émissions diffuses - Poussières

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants doivent par ailleurs satisfaire la prévention des risques d'incendie et d'explosion.

Les stockages des autres produits en vrac doivent être réalisés dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception, de la construction et de l'implantation, que de l'exploitation doivent être mises en oeuvre.

3.3. RECYCLAGE ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

3.3.1. Prévention

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour limiter

la production de déchets, sous produits et résidus de fabrication, tant en quantité qu'en toxicité.

L'emploi des technologies propres doit être chaque fois que possible retenu et la valorisation des déchets sera préférée à tout autre mode de traitement.

Une information et des inscriptions doivent être réalisées à l'attention du personnel pour toutes les opérations ayant trait à la collecte, au tri, à la manutention et au stockage des déchets.

3.3.2. Collecte

Les déchets industriels banals et spéciaux sont stockés séparément de façon claire.

Les déchets produits par le traitement des fumées sont collectés de manière sélective au cours des différentes étapes de la chaîne de traitement des gaz. Les déchets solides ou cendres produits par les électro-filtres sont stockés séparément des déchets liquides produits par les laveurs ou des déchets produits par le traitements de ces déchets liquides.

3.3.3. Stockage et pré-traitement des déchets avant élimination

Chaque déchet est clairement identifié et repéré.

Les déchets solides ou cendres produits par les électro-filtres sont stockés dans un silo ou une aire de stockage aménagé uniquement affecté à cet usage avant d'être éliminés suivant les dispositions prévues au titre 3.3.4 du présent arrêté.

Les déchets liquides produits par les laveurs des gaz sont déshydratés. Les surverses liquides générées par ce pré-traitement sont éliminées dans la station d'épuration du SIARR selon les dispositions prévues au titre 3.1 du présent arrêté. Les déchets solides produits par ce pré-traitement sont des déchets industriels spéciaux et doivent être éliminés dans une installation dûment autorisée (CET de classe 1...).

Toutes les égouttures et eaux de ruissellement générées par le stockage ou le pré-traitement des déchets générés doivent être collectées et faire l'objet d'un traitement approprié de manière à satisfaire aux dispositions de l'article 3.1 du présent arrêté.

Les déchets solides ou pâteux produits par l'établissement sont stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (notamment prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) ni de dangers ou inconvénients tels que définis à l'Article 1^{er} de la Loi du 19 Juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de

1'environnement.

Ceux susceptibles de contenir des produits polluants sont stockés sur une aire plane, étanche, munie au minimum d'un système de drainage des eaux de pluie vers un fossé de récupération et d'un point de collecte avant traitement et rejet répondant aux dispositions du titre 3.1 du présent arrêté.

Le stockage des déchets pulvérulents doit répondre aux dispositions de l'article 3.2.6 du présent arrêté.

3.3.4. Valorisation/Élimination

3.3.4.1 Élimination des déchets générés par le traitement des fumées

Les résidus issus du traitement des fumées par lavage, injection de réactifs ou tout autre moyen de traitement équivalent sont considérés comme des résidus de l'épuration des fumées d'incinération des ordures ménagères (REFIOM). Ils doivent donc être éliminés dans des Centres d'Enfouissement Technique de Classe 1.

Les sables issus des lits fluidisés des fours lors des opérations d'extraction doivent être éliminés suivant les dispositions relatives à l'élimination des mâchefers issus des Usines d'Incinération de Résidus Urbains.

3.3.4.2 Valorisation des déchets ou cendres

Les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'aux déchets solides et cendres produits par un électro-filtre ou filtre à manche avant traitement des gaz par lavage, injection de réactifs ou tout autre moyen équivalent.

3.3.4.2.1 Règles de classification

a) Organisation de la campagne initiale

Avant toute valorisation des cendres et résidus il sera procédé à une évaluation de la faisabilité de la valorisation basée sur une campagne initiale d'analyses. Cette première série initiale d'analyses aura lieu pendant un semestre de fonctionnement d'un des fours. Les analyses à effectuer sont les Tests de potentiel polluant et les Analyses sur résidus bruts sur les paramètres et suivant les méthodes décrits dans les annexes 2, 3, 4, 5 du présent arrêté.

Ces analyses sont effectuées sur des échantillons ponctuels et réalisés quotidiennement pendant une semaine en décalant les heures de prise (7 échantillons ponctuels) puis tous les 15 jours pendant 6 mois (24 semaines et 12 échantillons ponctuels), et suivis d'analyses immédiates. Après la première semaine

3.3.4

d'analyses, le jour de la semaine retenu pour la prise d'échantillon sera décalé à chaque analyse. Un échantillon prélevé un jour n de la semaine n°1 sera ainsi suivi par un échantillon constitué le jour n+1 de la semaine n°2. Les principaux paramètres de fonctionnement du four le jour de chaque analyse seront répertoriés et l'on s'efforcera de les corrélérer avec les résultats des analyses effectuées sur les cendres et résidus. Il sera également utile d'essayer de qualifier la nature des bones incinérées le jour de chaque analyse.

L'échantillon ponctuel est prélevé selon les dispositions de l'annexe 6 du présent arrêté. L'exploitant pourra procéder selon d'autres modes opératoires si ceux-ci permettent d'obtenir des échantillons plus représentatifs.

A partir des résultats des Tests de potentiel polluant on calcule les moyennes arithmétiques glissantes des 7 dernières analyses.

Les critères qui permettent de prendre une décision pour l'élimination des cendres et résidus sont les résultats de chaque analyse des Tests de Potentiel Polluant et des Teneurs sur Résidus Bruts et les valeurs des moyennes arithmétiques glissantes des résultats d'analyses des Tests de Potentiel Polluant et des analyses des Teneurs sur Résidus Bruts sous réserve que les écarts par rapport à ces moyennes arithmétiques de chaque analyse de Potentiel polluant et des analyses des Teneurs sur Résidus Bruts ne soient pas trop importants ni trop fréquents.

b) Exploitation des résultats

Les cendres et résidus ne peuvent être valorisés selon les conditions prévues à l'article 3.3.4.2.3 du présent arrêté que si les 3 conditions suivantes sont simultanément remplies:

- aucun résultat d'analyses des Tests de Potentiel Polluant ne dépasse les valeurs limites figurant en annexe 4 du présent arrêté

- aucun résultat d'analyses des Teneurs sur Résidus Bruts ne dépasse les valeurs limites figurant en annexe 5 du présent arrêté

- aucune moyenne mobile glissante des résultats d'analyse des Tests en Potentiel Polluant et des Teneurs sur Résidus Bruts ne dépasse les valeurs limites en Potentiel polluant et Teneurs sur résidus bruts figurant en annexe 4 et 5 du présent arrêté.

Le bilan de cette campagne d'analyse sera adressé à l'inspection des Installations Classées par l'exploitant avec les commentaires de l'exploitant sur le fonctionnement des fours pendant la période de la campagne. Les cendres produites pendant la campagne initiale ne pourront être valorisées qu'une fois connus les résultats des analyses.

3.3.4.2.2 Suivi courant des cendres produites

L'exploitant établit un suivi de la production et du potentiel polluant des résidus et cendres (tests potentiels polluant et analyses sur résidus bruts) afin de s'assurer que les

conditions fixées dans le présent arrêté sont toujours respectés pour pouvoir valoriser ces résidus et cendres.

Après la période de mesure initiale, le rythme des analyses peut être réduit si le bilan initial a conclu à la possibilité d'une valorisation. Les analyses seront alors réalisées sur des échantillons mensuels moyens représentatifs des cendres et résidus valorisés. Les analyses porteront sur le Potentiel Polluant et sur les Teneurs sur résidus bruts pour les paramètres et selon les méthodes figurant dans les annexes 2,3,4 et 5 du présent arrêté.

Lorsque le résultat de la dernière analyse pratiquée sur les résidus et cendres (Potentiel polluant ou Teneurs sur Résidus bruts) dépasse les valeurs limites fixées dans les annexes 4 et 5 au paragraphe précédent, et sous réserve des dispositions de l'article 3.3.4.2.4 relative à l'évolution des critères de valorisation, il sera arrêté immédiatement toute valorisation jusqu'à obtention d'une nouvelle analyse correcte. Les cendres et résidus produits sont alors éliminés suivant les dispositions de l'article 3.3.4.3 du présent arrêté.

3.3.4.2.3 Utilisations admissibles

Les cendres et résidus respectant les conditions fixées dans les articles 3.3.4.2.1 et 3.3.4.2.2 peuvent être valorisés suivant les dispositions prévues par la circulaire du 09/05/1994 relative aux mâchefers produits par les UIOM à savoir une incorporation dans des matériaux utilisés en techniques routières qui répond aux critères suivants:

- structure routière ou de parking à l'exception des chaussées réservoirs ou poreuses;
- remblais compactés d'au plus 3 mètres de hauteur sans aucun dispositif d'infiltration et à condition qu'il y ait en surface une structure routière ou de parking, un bâtiment couvert, un recouvrement végétal
- limitation des contacts entre les eaux météoriques ou superficielles ou souterraines et les matériaux contenant les résidus et cendres (notamment lors des phases de mise en oeuvre des matériaux contenant les résidus et cendres).
- utilisation des matériaux dans lesquels sont incorporées ces cendres ou résidus en dehors des zones inondables et des périmètres de protection rapprochés des captages d'alimentation en eau potable ainsi qu'à une distance minimale de 30 m de tout cours d'eau. Il conviendra de veiller à la mise en oeuvre de tels matériaux à une distance suffisante du niveau des plus hautes eaux connues. Enfin ils ne doivent pas servir pour le remblaiement de tranchées comportant des canalisations métalliques ou pour la réalisation de systèmes drainants.
- afin d'éviter le dispersément de ces matériaux on privilégiera leur emploi dans des chantiers importants.

Une convention liant le producteur des résidus et cendres et ceux qui les traitent, les transportent, les distribuent et les mettent en oeuvre, et l'établissement d'une procédure de

suivi de la qualité tout au long du circuit commercial doivent garantir les conditions de valorisation de ces résidus et cendres. Cette procédure permettra également d'assurer la traçabilité (quantité, lieu de valorisation...) des cendres valorisées. Cette procédure de suivi de la qualité sera transmise à l'inspection des installations classées.

3.3.4.2.4 Evolution des critères de valorisation et d'élimination

Les critères d'élimination ou de valorisation figurant en annexe 4 et 5 du présent arrêté pourront être revus suivant les évolutions des directives nationales ou suivant les résultats d'une étude menée par l'exploitant. En effet l'exploitant réalisera une étude permettant d'apprécier l'impact sur l'environnement notamment en terme d'écotoxicité à moyen et long terme de la valorisation des cendres produites et pouvant présenter des teneurs supérieures à celles figurant dans les annexes 4 et 5 du présent arrêté. Cette étude sera réalisée suivant un protocole pré-établi soumis à l'avis préalable de l'Inspection des Installations Classées et comportera les éléments suivants:

- quantité des cendres utilisées pour effectuer l'étude
- analyse des résultats d'une campagne de valorisation comportant des chantiers tests (planches d'essais) faisant l'objet de mesures et investigations permettant d'apprécier l'impact du produits vis-à-vis de l'environnement et son intérêt technique et économique.

- mise en place d'un système d'assurance qualité précisant les mesures prises pour assurer notamment le contrôle et la maîtrise des cendres, le contrôle et la maîtrise du produit valorisé, les mesures à prendre en cas de non conformité des cendres ou d'indisponibilité de fonctionnement de la chaîne de valorisation.

Le protocole et les résultats de cette étude feront l'objet d'avis par un ou des experts indépendants choisis par l'Inspection des Installations Classées. Les frais inhérents à ces avis sont à la charge de l'exploitant. En cas de résultats défavorables les matériaux ayant servis aux chantiers test ou planches d'essais seront repris et éliminés dans des installation dûment autorisées.

Les cendres qui ne sont pas utilisées pour réaliser cette étude doivent être éliminées ou valorisées suivant les critères définies au paragraphe 3.3.4.2.1 du présent arrêté.

3.3.4.2.5 Suivi qualité

Les valeurs limites de référence et les conditions de valorisation figurant dans le présent arrêté (article 3.3.4.2.1, 3.3.4.2.2 et 3.3.4.2.3) ne concerne que l'aspect Utilisation dans des conditions limitant les risques potentiels pour l'environnement. Il appartiendra à l'exploitant de définir les paramètres physiques et chimiques et les valeurs limites associées à ces paramètres permettant de garantir la qualité et la non-altération des matériaux contenant ces cendres et résidus. C'est l'exploitant qui établira sous sa responsabilité et à partir des normes existantes et des

bonnes pratiques en vigueur les conditions de ce suivi notamment en termes d'analyses et de fréquence. Dès détection de variation de paramètres pouvant altérer la qualité et la non-altération des matériaux contenant ces cendres et résidus il doit en informer tous les utilisateurs potentiels des cendres et résidus.

3.3.4.3 Elimination des déchets générés par le traitement des boues

3.3.4.3.1 Indisponibilité de la filière de valorisation

S'il n'existe pas de possibilités de valoriser les résidus et cendres respectant les critères et les filières définis à l'article 3.3.4.2 du présent arrêté, ces cendres et résidus sont éliminées dans des installations de stockage de déchets ménagers et assimilés dûment autorisés.

3.3.4.3.2 Résultats d'analyse du Potentiel Polluant et des Teneurs sur résidus bruts ne respectant pas les critères permettant la valorisation définis dans le présent arrêté

Si au moins une teneur est supérieure aux valeurs limites figurant en annexe 5 du présent arrêté les cendres sont éliminées en Centre d'Enfouissement Technique de Classe 1.

Si une moyenne arithmétique des résultats des tests de potentiel polluant ou si les résultats d'une analyse en potentiel polluant ne respectent pas les critères de valorisation figurant dans le présent arrêté (valeurs limites figurant en annexe 4 du présent arrêté) et si l'ensemble des teneurs sont inférieures aux valeurs limites figurant en annexe 5 du présent arrêté les cendres et résidus sont éliminés dans des installations de stockage de déchets ménagers et assimilés.

3.3.5. Transport et transvasement

L'exploitant s'assure que les transporteurs et collecteurs dont il emploie les services respectent les règles de l'art en matière de transport (notamment règlement sur le transport des matières dangereuses pour les déchets industriels spéciaux), de transvasement, ou de chargement.

En application du principe de proximité, l'exploitant limite le transport des déchets en distance et en volume.

3.3.6. Registre

L'exploitant tient une comptabilité régulière et précise des déchets produits par son établissement.

A cet effet, un registre sur lequel sont rapportées les informations suivantes est tenu à jour:

- natures et quantités de déchets produits,
- classification des déchets suivant la nomenclature

officielle du 16 Mai 1985 (codes C et A),

- dates des différents enlèvements pour chaque type de déchets,
- noms des entreprises assurant les enlèvements de déchets,
- noms des entreprises assurant le traitement,
- adresse du centre de traitement, mode d'élimination.

Ce registre est mis, à sa demande, à la disposition du service chargé de l'inspection des installations classées.

3.3.7. Application de l'Arrêté Ministériel du 4 Janvier 1985

L'exploitant est tenu de se conformer aux dispositions de l'Arrêté Ministériel du 4 janvier 1985, notamment en ce qui concerne l'émission d'un bordereau de suivi.

L'exploitant fait parvenir trimestriellement avant le 10 du mois suivant à l'inspecteur des installations classées, un état récapitulatif de la production et de l'élimination des déchets générés dans son établissement, sous la forme d'un des formulaires prévus aux annexes IV de l'Arrêté Ministériel du 4 janvier 85 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Les déchets visés par les obligations définies aux § 3.3.6. et 3.3.7. sont ceux de l'Annexe I de l'Arrêté Ministériel du 4 Janvier 1985 et de l'Article 3 du Décret du 19 Août 1977.

3.3.8. Valorisation agricole

Toute valorisation agricole de déchets générés par les fours d'incinération des boues est réglementée par un arrêté préfectoral. La demande est basée sur un dossier comprenant:

- Une étude de faisabilité visant à démontrer l'innocuité du déchet et son intérêt agronomique,
- le plan d'épandage,
- le protocole de suivi des épandages.

3.3.9. Huiles usagées

Les huiles usagées sont éliminées conformément au Décret du 21 Novembre 1979 modifié portant réglementation de la récupération des huiles usagées et aux textes subséquents.

3.4. PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES

3.4.1. Prévention

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables.

3.4.2. Transport - Manutention

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier au décret n° 69-380 du 18 avril 1969).

3.4.3. Avertisseurs

L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

3.4.4. Niveaux sonores en limite de propriété

3.4.4.1 Les niveaux limites de bruit exprimés en dB(A) engendrés par le fonctionnement de l'établissement ne devront pas excéder les valeurs suivantes en limite de propriété :

le jour 7h à 20h	en période intermédiaire 6h à 7h - 20h à 22h Dimanches et jours fériés	la nuit 22h à 6h
60 dB(A)	55 dB(A)	50 dB(A)

3.4.4.2 L'émergence des bruits émis par l'installation doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

De 6h30 à 21h30 hors Dimanche et jours fériés	De 21h30 à 6h30 y compris Dimanche et jours fériés
5db(A)	3db(A)

Ce critère d'émergence n'est applicable que dans les cas où le niveau de bruit mesuré lorsque l'installation est à l'arrêt est supérieur à 35 db(A).

4. PRÉVENTION DES RISQUES

4.0 Gestion de la prévention des risques

L'exploitant prend toutes dispositions pour prévenir les incidents et les accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

4.1 Consignes

4.1.1 Consignes en cas d'accident :

Le personnel doit être averti des dangers présentés par les procédés de fabrication ou les matières mises en oeuvre, les précautions à observer et les mesures à prendre en cas d'accident. Il dispose de consignes de sécurité et d'incendie pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, l'évacuation des personnels et l'appel au moyens de secours extérieurs.

4.1.2 Permis de feu ou de travail

Tous les travaux de réparation ou de maintenance sortant du domaine de l'entretien courant ou mettant en oeuvre une flamme nue ou des appareils générateurs d'étincelles dans des locaux présentant des risques particuliers ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu ou de travail dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.

Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles définies par une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu ou de travail.

Cette consigne définit les conditions de préparation, d'exécution des travaux ainsi que celles de remise en service des installations.

Le nombre de permis de feu ou de travail délivrés est compatible avec le respect de la sécurité tant au niveau général qu'au niveau des règles minimales de surveillance.

4.2. Vérification

Toutes les vérifications concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité, doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications,
- personne ou organisme chargé de la vérification,
- motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un accident et, dans ce cas, nature et cause de l'accident.

4.3 Equipements importants pour la sécurité (IPS).

4.3.1 Définitions

Sont appelées fonctions I.P.S. (Importantes Pour la Sécurité), les fonctions mises en place pour la prévention, la maîtrise et la lutte contre les accidents potentiellement graves vis à vis des personnes ou de l'environnement et dont l'efficacité et la fiabilité sont importantes pour la sécurité. Les fonctions I.P.S. sont distinctes des fonctions de conduite et de surveillance mises en place pour l'exploitation des installations en temps normal.

Ces fonctions I.P.S. comprennent notamment:

- la détection des dérives ou des dysfonctionnements qui placeraient les installations en situation dangereuse ou susceptible de le devenir vis-à-vis des personnes ou de l'environnement.
- les actions correctives à mettre en place suite à la détection d'une dérive d'un paramètre ou d'un dysfonctionnement d'un équipement susceptibles de placer les installations en situation dangereuse ou susceptible de le devenir vis-à-vis des personnes ou de l'environnement.

L'exploitant établira la liste des fonctions I.P.S. des installations potentiellement dangereuses (c'est à dire présentant un risque potentiel vis-à-vis des personnes ou de l'environnement) concernées par le présent arrêté.

L'exploitant définira la liste des équipements I.P.S. (ou ensembles d'équipements I.P.S.) nécessaires pour assurer chaque fonction I.P.S..

L'exploitant détermine la liste des équipements importants pour la sécurité (IPS). Figurent pour le moins à la liste des équipements IPS:

- l'ensemble des maillons des systèmes de mise en sécurité : tels que alarmes, détections, circuits de commandes, vannes de sectionnement, etc,;
- l'appareillage nécessaire à la surveillance et au contrôle des paramètres IPS.

Ces listes seront tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

4.3.2 Dispositions constructives et d'exploitation

Les paramètres importants pour la sécurité font en permanence l'objet d'au moins deux modes d'acquisition et de traitement indépendants afin d'assurer une redondance totale et d'éviter des modes communs de défaillance.

L'exploitant détermine pour chacun des paramètres I.P.S. des seuils de sécurité dont le dépassement déclenchent des alarmes en salle de contrôle ainsi que les actions automatiques ou manuelles de protection ou de mise en sécurité appropriées aux risques encourus.

Voir
KSA

idem

Les équipements IPS sont de conception éprouvée, et leur domaine de sécurité de fonctionnement doit être connu de façon sûre par l'exploitant.

Ils doivent être protégés contre les agressions externes et fonctionner dans des conditions accidentelles, notamment de température, pression et d'atmosphère corrosive.

Ils doivent être régulièrement maintenus, et régulièrement testés aux conditions de fonctionnement de l'installation. Ces informations doivent être archivées et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Les procédures de contrôle, de maintenance et de test de ces équipements sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant doit définir par consigne la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance de chacun des équipements IPS

Les équipements IPS doivent être secourus électriquement. Ils sont instrumentés de façon à ce que leur état ou leur position (marche-arrêt, ouvert ou fermé, etc) soit connu de façon sûre en salle de contrôle.

4.4 Indépendance des systèmes de conduite et de mise en sécurité

Les systèmes de contrôle de la sécurité de l'installation et de mise en sécurité doivent être indépendants des systèmes de conduite de l'installation et ne doivent pas avoir de mode commun de défaillance.

4.5. Organes de manoeuvre

Les organes de manoeuvre importants pour la mise en sécurité de l'installation et pour la maîtrise d'un sinistre éventuel, tels que vannes d'alimentation en combustible, coupure alimentation BT, arrêts coups de poing, ... sont implantés de façon à rester manoeuvrables en cas de sinistre et/ou sont installés de façon redondante et judicieusement répartis.

4.6. Utilités

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer en permanence la fourniture et la disponibilité des utilités qui concourent à la mise en sécurité des installations et à leur arrêt d'urgence.

Les organes principaux doivent prendre automatiquement une position de sécurité en cas de perte d'énergie motrice.

4.7. Éclairage de sécurité

Un éclairage de sécurité doit être réalisé conformément à

l'arrêté du 10 novembre 1976.

4.8 Installations électriques et risques liés à la foudre

Les installations électriques sont réalisées, exploitées et entretenues conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Tous les appareils comportant des masses métalliques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentiellles. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art, elle est distincte de celle du paratonnerre, la valeur de résistance de terre est maintenue inférieure aux normes en vigueur.

Les installations sont protégées contre les effets de la foudre, conformément à la circulaire et à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 ainsi qu'à la norme NF-C1700. //

4.9. Choix des matériaux constitutifs des installations (réservoirs, enceintes sous pression, canalisations, robinetterie, instrumentation...)

Les matériaux utilisés sont adaptés :

- . aux risques présentés par les produits mis en oeuvre dans l'installation;
- . aux risques de corrosion et d'érosion;
- . aux risques liés aux conditions extrêmes d'utilisation (températures, pressions, contraintes mécaniques...).

4.10. Entretien

Les installations pouvant être à l'origine d'incident ou d'accident ainsi que les moyens de surveillance, de prévention, de protection et d'intervention font l'objet de vérifications et d'entretiens aussi nombreux que nécessaires afin de garantir leur efficacité et fiabilité.

Il convient particulier de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

Les opérations correspondantes sont programmées et effectuées sous la responsabilité de l'exploitant.

4.11. Postes de chargement-déchargement

Les aires de stationnement, de chargement ou de déchargement de véhicules transportant des matières toxiques ou dangereuses sont étanches, imperméables et incombustibles. Elles sont associées à une cuvette de rétention capable de recueillir tout

écoulement accidentel.

Les opérations de chargement et de déchargement sont confiées exclusivement à du personnel averti des risques en cause et formé aux mesures de prévention à mettre en oeuvre et aux méthodes d'intervention à utiliser en cas de sinistre.

Avant d'entreprendre les opérations de chargement ou de déchargement, sont vérifiés :

- la nature et les quantités des produits à charger ou à décharger,
- la disponibilité des capacités correspondantes,
- la compatibilité des équipements de chargement ou de déchargement, celle de la capacité réceptrice, celle de son contenu.

4.12. Interdiction de fumer

L'interdiction de fumer ou d'approcher avec une flamme dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion doit être affichée.

4.13. Moyens nécessaires pour lutter contre un sinistre

L'établissement dispose des moyens notamment en débit d'eau d'incendie, en réserve d'émulseurs et en canons pour lutter efficacement contre l'incendie.

Ces moyens sont suffisamment denses et répondent aux risques à couvrir.

4.13.1 Réseau d'eau d'incendie

Le réseau d'eau d'incendie est maillé et sectionnable tant en ce qui concerne l'eau de protection que la solution moussante. Il est protégé contre le gel et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture lors d'un sinistre par exemple, puisse être isolée.

Le réseau d'eau d'incendie doit pouvoir assurer en toutes circonstances un débit minimal de 60 m³/h sous une pression de 1 bars.

Il comportera au minimum 2 poteaux incendie. Ces poteaux incendie doivent être conforme aux normes NFS 61.211, NFS 61.213, NFS 62.200. Il sera établie une attestation par l'installateur de ces poteaux à la norme NFS 62.200. Cette attestation précisera le débit minimal et les pressions statiques et dynamiques et sera transmise au Service Départemental d'Incendie et de Secours.

L'établissement dispose d'au moins deux groupes de pompage et de deux sources d'énergie distinctes pour l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. ||

4.13.2 Extincteurs - Détecteurs

Des extincteurs appropriés aux risques encourus sont également disponibles sur le site en nombre suffisant. à raison d'un appareil pour 200 m2.

4.14 Dispositif d'alarme

L'exploitant dispose d'un système d'alarme sonore fixe, distinct des autres signaux sonores utilisés dans l'établissement, audible de tout point du bâtiment pendant le temps nécessaire à l'évacuation. Ce système doit pouvoir être actionné par des commandes judicieusement réparties.

4.15. Accès de secours. Voies de circulation.

Les installations sont en permanence accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages,...) susceptibles de gêner la circulation.

Les services d'incendie et de secours et le personnel d'intervention de l'établissement doivent disposer de l'espace nécessaire pour l'utilisation et le déploiement des moyens d'incendie et de secours, nécessaires à la maîtrise des sinistres.

4.16. Clôture - Gardiennage

Le site est entouré d'une clôture efficace de 2 m de hauteur et résistante, afin d'en interdire l'accès à toute personne ou véhicule en dehors des heures d'ouverture.

Un gardiennage est assuré en dehors des heures d'ouverture.

4.17 Boutons d'arrêt d'urgence

Des boutons d'arrêt d'urgence (ou alarme coup de poing) doivent être judicieusement disposés dans l'installation, et à l'extérieur du bâtiment de confinement, de manière à pouvoir mettre en toute circonstance l'installation en position de sécurité.

4.18 Dispositions particulières

4.19.1 Brûleurs fioul et dispositifs d'injection dans le lit de sables

Le brûleur fioul installé dans la boîte à vent (sous le lit

de sable), n'est utilisé qu'en mode manuel, en phase de préchauffage pour atteindre la température d'auto inflammabilité du fioul dans le lit de sable. En cas de défaut de flamme l'alimentation est automatiquement coupée.

Les injecteurs d'appoint injectent du fioul (ou du gaz) dans le lit de sable lorsque sa température est supérieure au seuil d'auto inflammabilité du combustible.

4.19.2 Régulation procédé

La température des fours est suivie en permanence par plusieurs dispositifs indépendants. L'exploitant fixe un seuil de sécurité dont le dépassement déclenche une alarme sonore et lumineuse auprès du personnel concerné.

Il est mis en place un système de régulation de la température du four qui comporte au moins 3 dispositifs permettant de moduler l'approvisionnement en combustible, l'injection d'eau et le débit d'air.

5. DISPOSITIONS DIVERSES

5.1. Contrôle

L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant. Cette prescription est applicable à l'ensemble de l'établissement.

5.2. Transfert - Changement d'exploitant

Tout transfert de l'installation sur un autre emplacement nécessitera une nouvelle demande d'autorisation.

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

5.3. Annulation - Déchéance - Cessation d'activité

La présente autorisation cessera de produire effet au cas où l'installation n'aura pas été mise en service dans un délai de 3 ans après la notification du présent arrêté ou n'aura pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

En cas de mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit en informer le Préfet au moins 1 mois avant la date d'arrêt.

Simultanément, l'exploitant doit adresser au Préfet, un dossier comprenant :

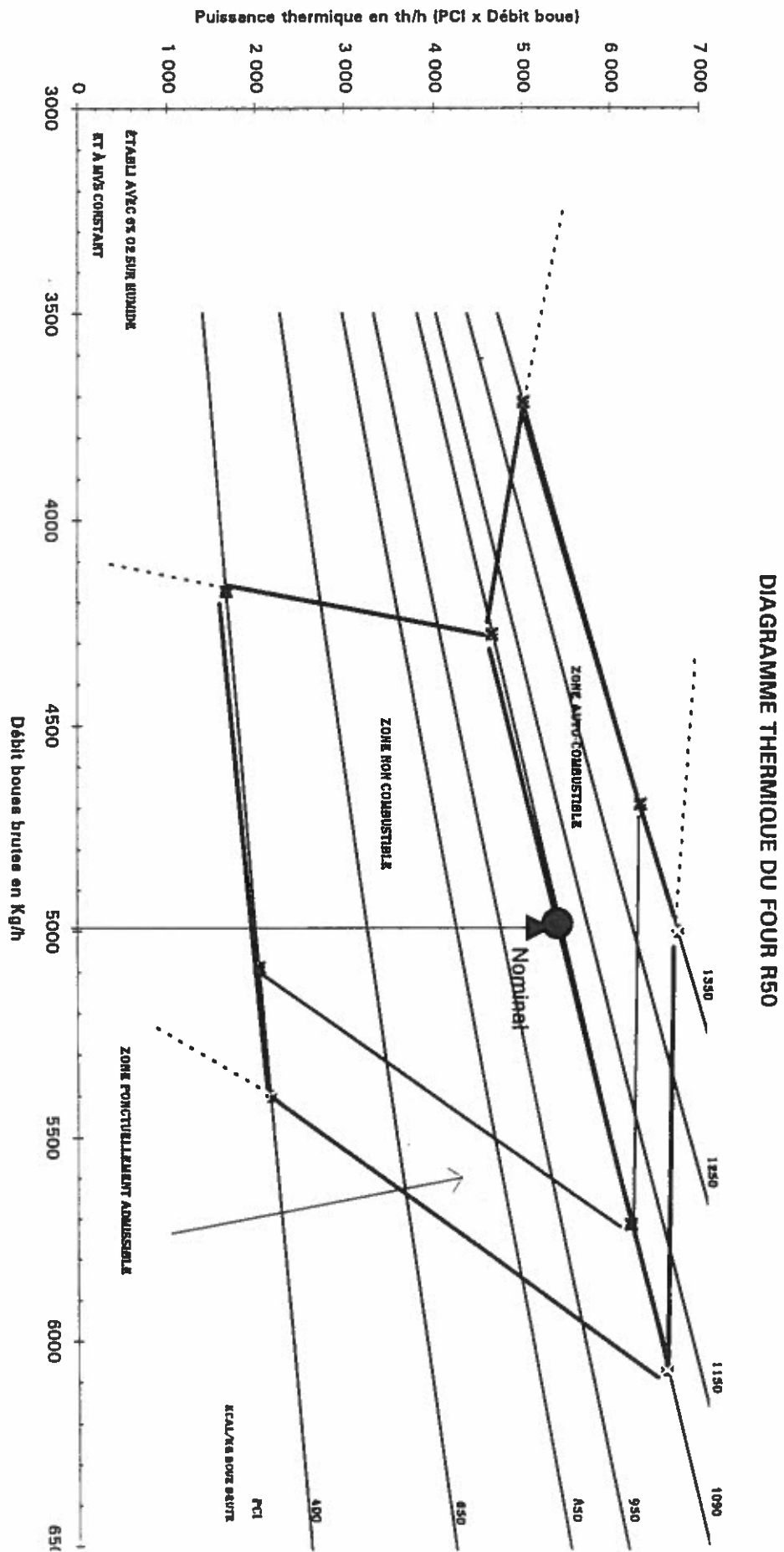
- le plan à jour des emprises des installations mises à l'arrêt;
- un mémoire sur l'état du site comprenant au moins:

- * les mesures prises en matière d'élimination de produits dangereux résiduels et déchets;
- * les mesures envisagées ou prises pour la dépollution des eaux et sol éventuellement pollués;
- * les mesures de surveillance qu'il s'engage à exercer après l'arrêt des installations.

L'exploitant doit remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976.

ANNEXE 1

Diagramme de fonctionnement des fours



ANNEXE 2

Test de potentiel polluant Paramètres et méthodes d'analyse

Le test de potentiel polluant est effectué en trois lixiviations successives conformément à la norme NF X 31-210. Chaque lixiviat est a priori analysé et le résultat global est exprimé en fonction des modalités de calcul consignées dans la norme précitée. Toutefois, lorsque la mesure d'un paramètre sur le premier lixiviat donnera une valeur de l'ordre du seuil de détection de la méthode d'analyse préconisée, il sera possible de ne pas effectuer de mesure complémentaire de ce paramètre sur les lixiviats suivants et de ne pratiquer l'analyse de ce paramètre que sur le mélange des 3 lixiviats.

Le broyage éventuellement nécessaire à l'exécution de la procédure normalisée sera toutefois effectué après séchage du résidu ou des cendres à 103°C + 2°C, sous atmosphère normale. On utilisera pour le test la quantité de résidus ou cendres secs correspondant à 100 g de résidus ou cendres bruts.

Les résultats obtenus sur chaque lixiviat sont consignés et conservés en mémoire, y compris pour la fraction soluble.

Expression de la fraction soluble

La fraction soluble est exprimée comme le rapport au poids sec de l'échantillon lixivié du cumul des valeurs obtenues par pesée du résidu sec de chacun des trois lixiviats. La détermination du poids ou du résidu sec sera réalisée conformément aux normes en vigueur et notamment selon la norme NF 90029.

Méthodes d'analyse

Les analyses dans les lixiviats doivent être réalisées selon les normes appropriées et notamment :

Hg	NF T 90 113
Pb	NF T 90 112 ou NF T 90 119
Cd	NF T 90 112 ou NF T 90 119
As	NF T 90 026
Cr ⁶⁺	NF T 90 043
SO ₄ ²⁻	NF T 90 009 ou NF T 90 042
COT	NF T 90 102

La concentration mesurée est rapportée au poids sec de l'échantillon et exprimée en mg/kg.

Il pourra être demandé au laboratoire pratiquant l'analyse de justifier la pertinence de la méthode d'analyse retenue et l'incertitude de cette méthode dans la plage de valeur mesurée.

Taux d'imbrûlé ou perte au feu

Dans l'attente d'une norme d'analyse spécifique, le taux d'imbrûlé sera déterminé par la perte de masse, exprimée en pourcentage du poids sec de l'échantillon initial après 4 heures de calcination à 500°C.

heures de calcination à 500°C.

ANNEXE 3

**Teneurs sur résidus bruts
Paramètres et méthodes d'analyse**

Les analyses porteront sur résidus bruts et sur les paramètres suivants: Zn, Pb, Hg, Cd, As, Cr

La détermination des teneurs en Zn, Pb, Hg, Cd, As, Cr passe d'abord par une attaque acide du résidu analysé, en vue d'une mise en solution. Pour Zn, Pb, Cd et Cr cette première étape pourra être réalisée selon la norme NFX 31151 concernant la mise en solution d'éléments métalliques en trace par attaque acide des sols, sédiments et boues de station d'épuration. La méthode suivie sera alors la mise en solution par attaque aux acides chlorhydriques et nitrique. Cette méthode, qui présente un défaut d'efficacité pour la mise en solution du plomb et du chrome, présente toutefois l'avantage d'être simple à mettre en oeuvre. Elle ne peut être appliquée à As et Hg, qui ont une certaine volatilité. Pour ces éléments, des méthodes en récipients fermés devront être utilisées. Les solutions obtenues seront analysées selon les normes appropriées, et notamment, les normes figurant ci-dessous, celles équivalents en vigueur dans les Etats membres de l'Union Européenne ou à défaut les bonnes pratiques en la matière.

Paramètres	Normes d'analyses
Zn	NFT 90 112 ou NFT 90 119
Pb	NFT 90 112 ou NFT 90 119
Hg	NFT 90 113
Cd	NFT 90 112
As	NFT 90 026
Cr	NFT 90 112

ANNEXE 4

Valeurs limites Tests Potentiel Polluant

Taux d'imbrûlés < 5%
Fraction soluble < 5%

Potentiel polluant par paramètres:

Mercure (Hg) < 0.2 mg/KG
Plomb (Pb) < 10 mg/kg
Cadmium (Cd) < 1mg/kg
arsenic < 2mg/kg
Chrome hexavalent (Cr^{6+}) < 1.5 mg/kg
Sulfates (SO_4^{2-}) < 10 000mg/kg
carbone Organique Total (COT) < 1500mg/kg

ANNEXE 5

Valeurs limites Teneur sur Résidus Bruts

Analyses sur résidus bruts

Zinc (Zn) < 5000 mg/kg
Plomb (Pb) < 3000 mg/kg
Chrome total (Cr) < 600 mg/kg
Cadmium (Cd) < 20 mg/kg
Arsenic (As) < 25 mg/kg
Mercure (Hg) < 2 mg/kg